



MARCHE PUBLIC DE FOURNITURE de SERVICES

N° MNS 2025-05

Règlement de la consultation

Objet du marché

Prestations de surveillance et de télésurveillance du Musée National du Sport

Procédure de passation

La consultation est passée selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique.

Pouvoir adjudicateur

6, allée Camille Muffat
Stade Allianz Riviera
06200 Nice
04 89 22 44 05

Représentant du pouvoir adjudicateur :

Madame la directrice générale du Musée National du Sport

Comptable assignataire :

Monsieur l'agent comptable du Musée National du Sport

Date limite de remise des offres

Date : 13 janvier 2025
Heure : 12h00

Ce document décrit le déroulement de la procédure et explique au candidat comment il doit y répondre.

Ce document comporte 9 pages y compris celle de garde

Sommaire

Article 1. Objet de la consultation et caractéristiques principales	3
1.1 Objet de la consultation	3
1.2 Forme du marché	3
1.3 Procédure	3
1.4 Nomenclature	3
1.5 Forme des prix	3
1.6 Durée du marché	3
1.7 Date prévisionnelle de début d'exécution des prestations	4
1.8 Qualité et développement durable	4
1.9 Prestations similaires	4
Article 2. Lieu d'exécution des prestations	4
Article 3. Délai de validité des offres	4
Article 4. Visite obligatoire	4
Article 5. Conditions relatives au marché	5
5.1 Variantes	5
5.2 Forme juridique	5
5.3 Unité monétaire	5
5.4 Modalités de règlement et de prix	5
Article 6. Dossier de consultation des entreprises (DCE)	5
6.1 Contenu du dossier de consultation des entreprises	5
6.1.1 Les justifications quant aux qualités et capacités du candidat :	5
6.1.2 Contenu du dossier de consultation des entreprises	6
6.1.3. Pièces à fournir par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché	6
6.1.4. Format des documents	6
6.1.5. Modalités de retrait du dossier de consultation	7
6.2. Possibilité de modifications de détail du dossier de consultation des entreprises	8
Article 7. Modalités de transmission des plis et date limite de remise des plis	8
7.1. Conditions de dépôt des plis	8
Article 8 Examen des candidatures et jugement des offres	8
8.1. Examen des candidatures	8
8.2. Jugement des offres	9
Article 9. Renseignements complémentaires	9

PREAMBULE

Le Musée National du Sport est implanté depuis juin 2014 à Nice, dans le stade Allianz Riviera. Labellisé « musée de France », le Musée National du Sport est l'institution de référence dédiée à la préservation et à la valorisation du patrimoine sportif français. Fort d'un patrimoine riche et diversifié, le Musée National du Sport conserve précieusement près de 50 000 objets et 400 000 documents qui témoignent de l'histoire du sport et de ses acteurs. Ces collections exceptionnelles, allant des équipements sportifs emblématiques aux archives inédites, en passant par les œuvres d'art et les récompenses, offrent un regard unique et passionnant sur l'évolution des pratiques sportives, les exploits des athlètes et l'impact du sport sur la société. Consacré aux sports dans toutes leurs diversités, le Musée National du Sport s'adresse à tous.

Le Musée National du Sport est un établissement public administratif recevant du public de type Y

Il souhaite confier la gestion des prestations de surveillance et de télésurveillance dans le cadre d'un marché public.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION ET CARACTERISTIQUES PRINCIPALES

1.1 Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de surveillance et de télésurveillance des locaux du Musée National du sport à Nice.

1.2 Forme du marché

Les prestations font l'objet d'un marché unique, l'objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes. La dévolution en lots serait de nature à rendre l'exécution des prestations techniquement difficile.

Il s'agit d'un marché mixte forfaitaire et à bons de commandes. Il est conclu, pour partie, à prix forfaitaires et pour partie, à prix unitaires, sans montant minimum, ni montant maximum annuel.

1.3 Procédure

La consultation est passée selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique.

1.4 Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
79714000	Services de surveillance

1.5 Forme des prix

Le marché est conclu à prix global et forfaitaire.

1.6 Durée du marché

Il est conclu pour une durée initiale d'un (1) an à compter de cette date. Il sera renouvelé par tacite reconduction trois (3) fois par période de 12 mois, sans que sa durée initiale ne puisse excéder quatre (4) ans.

Le marché pourra être dénoncé annuellement par l'une ou l'autre des parties contractantes, par lettre recommandée avec accusé de réception sous respect d'un préavis de deux (2) mois avant la date anniversaire de notification de l'accord-cadre.

En cas de non-reconduction du marché, le pouvoir adjudicateur adresse une décision de non-reconduction au titulaire deux (2) mois avant la date d'anniversaire de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut s'opposer à cette décision.

Le Musée National du Sport peut émettre des bons de commande pendant toute la durée de validité du marché. Les bons de commandes notifiés pendant la période de validité sont à exécuter jusqu'à leur terme.

Une phase de prise en charge du marché préalable au démarrage du contrat est envisagée à partir de la notification.

1.7 Date prévisionnelle de début d'exécution des prestations

La date prévisionnelle de démarrage des prestations est prévue au **1er février 2026**.

1.8 Qualité et développement durable

En référence à l'article 7 du CCAG-FCS, le candidat fournira une note précisant la démarche environnementale de l'entreprise et l'intégration des considérations environnementales en explicitant les choix techniques et les impacts réduits de la prestation.

Le non-respect de ces engagements pourra donner lieu à des pénalités contractuelles et sera pris en compte dans l'évaluation de la qualité de la prestation.

1.9 Prestations similaires

Le marché pourra faire l'objet de marchés de prestations similaires conformément à l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

ARTICLE 2. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

MUSEE NATIONAL DU SPORT
Stade Allianz Riviera
6 Allée Camille Muffat
06200 NICE

ARTICLE 3. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre pendant 120 jours à compter de la date limite de remise des plis.

ARTICLE 4. VISITE OBLIGATOIRE

La visite préalable du Musée National du Sport sont obligatoires et groupées.

La visite sera organisée sur la journée suivante :

- Jeudi 18 décembre 2025 à 10h00

Les candidats doivent s'inscrire préalablement par messagerie électronique auprès de Madame Gracete MONTEIRO, en précisant le nombre de personnes participantes (limité à 2 personnes par candidat), aux coordonnées suivantes :

gracete.monteiro@museedusport.fr

La date de visite sera confirmée par retour de courriel aux candidats.

Les candidats veillent à faire signer l'attestation de visite (annexe du présent règlement de consultation) par l'administration lors de leur déplacement sur place.

Sauf exception motivée, aucun rendez-vous individuel supplémentaire ne sera accordé.

ARTICLE 5. CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ

5.1 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

5.2 Forme juridique

Les candidats peuvent se présenter individuellement ou en groupement. Au moment de la notification du marché, il sera demandé aux opérateurs économiques ayant présenté des candidatures groupées de s'associer sous la forme d'un groupement solidaire. Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement. Le groupement doit fournir une habilitation du mandataire par ses co-traitants (formulaire DC2).

Langue devant être utilisée dans tous les documents : conformément à la loi n°94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française, tous les documents produits par le candidat sont impérativement rédigés en langue française. Le cas échéant, les documents en langue étrangère devront être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

5.3 Unité monétaire

L'unité monétaire est l'euro.

5.4 Modalités de règlement et de prix

Mode de financement : budget de l'Etablissement Public Administratif Musée National du Sport.

Mode de paiement : le mode de règlement est le virement SEPA.

ARTICLE 6. DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

Les candidats transmettent les documents suivants :

6.1 Contenu du dossier de consultation des entreprises.

6.1.1 Les justifications quant aux qualités et capacités du candidat :

- ▶ Une lettre de candidature (formulaire DC1)¹ complétée dans toutes ses rubriques, datée et signée ;
- ▶ Le cas échéant, les pouvoirs de la personne signataire de l'offre si elle n'est pas un représentant légal de l'entité candidate ;
- ▶ Une « déclaration du candidat » (formulaire DC2)² comprenant impérativement les renseignements suivants :
 - déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles
 - les effectifs moyens annuels du candidat pour chacune des trois dernières années et leur répartition géographique en France
 - une liste des références de services similaires au présent marché effectué au cours des trois dernières années ;
 - l'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché ;
 - les certificats de qualifications professionnelles étant précisé que la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat ;
- ▶ Le cas échéant, une copie du jugement prononçant le redressement judiciaire.

Pour justifier de ses capacités professionnelles techniques et financières, le candidat même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature

juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de cet ou ces opérateur(s) économique(s) et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché.

Les documents fournis au titre de la candidature autres que les formulaires DC1 et DC2 doivent tous comporter en haut de la première page la mention « candidature ».

(1 et 2) Les formulaires DC1 et DC2 sont téléchargeables à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

6.1.2 Contenu du dossier de consultation des entreprises.

Le dossier de consultation est composé des documents suivants :

- l'acte d'engagement (ATTR1) et ses annexes :
 - Annexe financière
 - attestation de visite
- le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) signé
- le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux fournitures courantes et de services (CCAG-FCS)
- La note précisant la démarche environnementale de l'entreprise

En ce qui concerne l'AE, le CCAP et le CCTP, seul l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait foi.

Il est rappelé que le ou les signataires des pièces demandées et de l'acte d'engagement doivent être habilités à engager le candidat. Le ou les signataires doivent joindre impérativement les pouvoirs et délégations prévues à cet effet.

6.1.3. Pièces à fournir par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché doit produire, conformément aux dispositions des articles L2141-1 à L2141-5 du code de la commande publique :

Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D.8222-8 du code du travail détaillées dans le formulaire NOTI1 téléchargeable à l'adresse suivante : www.economie.gouv.fr/daj/formulaires ;

- **Extrait du registre pertinent daté de moins de 3 mois et en original** : extrait K, extrait Kbis, extrait D1 ou à défaut, document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat.
- **Attestation fiscale datée de moins de 3 mois** par fournie l'**administration fiscale** : Les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés et assujetties à la TVA peuvent obtenir l'attestation fiscale depuis leur compte fiscal professionnel sur le site : <http://www.impots.gouv.fr/>.
- **Attestation de vigilance datée de moins de 3 mois** fournie par l'**URSSAF**. ; les entreprises autres que celles relevant du régime social des indépendants peuvent l'obtenir à partir de leur espace sécurisé sur le site <https://mon.urssaf.fr/>.
- **Attestation d'assurance responsabilité civile en cours de validité.**
- **Un RIB ou RIP.**

Le candidat produit ces pièces dans le délai de 6 jours suivant la demande de l'administration.

6.1.4. Format des documents

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les cadres de réponse fournis dans le présent dossier de consultation doivent être strictement respectés à l'appui de l'offre, sous peine d'irrégularité et de rejet de l'offre.

6.1.5. Modalités de retrait du dossier de consultation

Le dossier de consultation est mis en ligne à disposition des opérateurs économiques sur le site : www.marches-publics.gouv.fr.

avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Accusé réception des plis

Les candidats transmettront leurs offres impérativement avant la date et l'heure limite. Un message leur indiquant que l'opération de dépôt de la réponse a été réalisée avec succès leur est affiché, puis un accusé de réception leur est adressé par courrier électronique donnant à leur dépôt une date certaine, la date et l'heure de fin de réception faisant référence. L'absence de message de confirmation de bonne réception et d'accusé de réception électronique signifie au soumissionnaire que sa réponse n'est pas parvenue à l'administration.

Le pli dont l'avis de réception est délivré après la date et l'heure limites fixées est rejeté sans être ouvert.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès à Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

Pour faciliter la réponse des entreprises, la rubrique « Aide » du menu de la Plate-forme des Achats de l'Etat, propose, en plus de l'assistance téléphonique, et du guide d'utilisation les documents suivants :

- un module d'auto-formation,
- une foire aux questions,
- une consultation de test.

Pour s'assurer du bon fonctionnement de leur poste de travail, les candidats sont invités à simuler une réponse à la consultation, en amont de la date de remise des plis, à l'aide de la « consultation de test ».

Pour tester la durée de téléchargement, ils peuvent, également, remettre une offre réelle, même inachevée. L'offre définitive viendra annuler et remplacer celles remises précédemment.

La date limite de remise des plis est celle mentionnée en page de garde du présent document.

Les soumissionnaires peuvent transmettre à titre de copie de sauvegarde une réponse sur support papier, dans le même délai que le pli électronique (spécifié en page de garde du présent document). Cette copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures et / ou les offres transmises par voie électronique sur le profil d'acheteur ;
- lorsqu'une offre est parvenue par voie électronique sur le profil d'acheteur et n'a pu être

ouverte ;

- - lorsqu'un problème technique émanant de la plate-forme de dématérialisation, objectivement sans lien avec le soumissionnaire, empêche ce dernier de remettre un pli électronique. Dans ce cas, le soumissionnaire devra prouver par tout moyen de preuve (copie-écran, etc ...), qu'il a tenté de remettre un pli et qu'il a été objectivement dans l'impossibilité de le déposer sur la plate-forme. Attention, le problème doit résulter de la plate-forme et non d'une mauvaise configuration du poste du soumissionnaire à partir duquel est remis le pli ou encore d'un empêchement dû aux filtres de sécurité du soumissionnaire ou de tout autre motif qui ne résulte pas entièrement de la plate-forme.

Cette copie de sauvegarde doit être remise par lettre recommandée avec avis de réception postale, ou par transporteur (Chronopost, DHL, ...) ou remise contre récépissé (du mardi au vendredi de 10h00 à 12h30 et de 14h à 16h00) avant la date limite fixée en page de garde du présent document à l'adresse suivante :

MUSEE NATION DU SPORT

Secrétariat général
6, allée Camille Muffat
06200 NICE

L'enveloppe cachetée contiendra tous les documents énoncés à l'article 6.1 du présent règlement et portera les mentions suivantes :

**« Entretien des locaux du musée national du sport »
- N° 2025/04 -
« NE PAS OUVRIR »**

Les offres doivent être entièrement rédigées en langue française et chiffrées en euros (€).

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur pli ou de contacter le musée national du sport en « dernière minute ».

6.2. Possibilité de modifications de détail du dossier de consultation des entreprises

L'administration se réserve le droit d'apporter, au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Ces modifications sont mises en ligne sur le site : www.marches-publics.gouv.fr.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Pour être informé des éventuelles modifications du DCE, les candidats doivent s'identifier lors de son téléchargement sur le site www.marches-publics.gouv.fr et vérifier que l'adresse des échanges avec le site soit accessible ou mise sur liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy.

ARTICLE 7. MODALITES DE TRANSMISSION DES PLIS ET DATE LIMITE DE REMISE DES PLIS

7.1. Conditions de dépôt des plis

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

ARTICLE 8 EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

8.1. Examen des candidatures

Les candidatures sont examinées au regard du niveau des capacités professionnelles, financières et techniques, nécessaires à la bonne exécution du marché. Chaque candidat fournit les renseignements et documents correspondants dans le cadre du formulaire DC2 de déclaration du candidat.

L'appréciation de ces capacités pour un groupement est globale.

8.2. Jugement des offres

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables sont éliminées, sans être étudiées. Conformément à l'article 35 du code des marchés publics est :

- *inappropriée*, une offre qui apporte une réponse sans rapport avec le besoin du pouvoir adjudicateur et qui peut en conséquence être assimilée à une absence d'offre,
- *irrégulière*, une offre qui est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation,
- *inacceptable*, une offre dont les conditions d'exécution méconnaissent la législation en vigueur ou lorsque les crédits alloués au marché ne permettent pas au pouvoir adjudicateur de la financer.

Il est rappelé que l'absence de renseignement complet de l'annexe financière entraîne le rejet de l'offre incomplète ainsi présentée.

Les offres des candidats admis sont notées sur la base des critères suivants :

- **Valeur technique** de l'offre pour **60 points**, appréciée sur la base du mémoire technique :
 - Exploitation – organisation : (58 points)
 - composition de l'équipe et profil du personnel chargé de l'exécution du marché,
 - moyens matériels,
 - projet technique (organisation, contenu, fiabilité, adaptabilité).
 - Gestion qualité et développement durable : (2 points)
 - gestion de la qualité,
 - développement durable.
- **Prix de l'offre** pour **40 points**.

ARTICLE 9. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Il ne sera répondu à aucune question orale en dehors de la visite.

Pour obtenir tout renseignement complémentaire à l'établissement de leur offre, les candidats feront parvenir au plus tard 8 jours calendaires avant la date de remise des offres une demande sur a plateforme dématérialisée mentionnée à l'article 6.1 du présent règlement.

Une réponse sera donnée à tous les candidats ayant retiré un dossier de consultation.